parmi ceux qui portent le nom de catholiques, ne leur tendaient une main amie. Oui, hélas, ils ne manquent pas ceux qui, comme pour marcher d'accord avec nos ennemis, s'efforcent d'établir une alliance entre la lumière et les ténèbres, un accord entre la justice et l'iniquité au moyen de ces doctrines qu'on appelle *catholiques libérales*, lesquelles, s'appuyant sur de pernicieux principes, approuvent le pouvoir laïque, quand il envahit les choses spirituelles; et poussent les esprits au respect, ou tout au moins à la tolérance des lois les plus iniques, absolument comme s'il n'était pas écrit que *personne ne peut servir deux maîtres*.

Or, ceux-ci sont plus dangereux et plus funestes que les ennemis déclarés à la fois, parce qu'ils secondent leurs efforts sans être remarqués ou même sans donner leur avis et parce qu'ils se tenant pour ainsi dire sur la limite des opinions condamnées, ils se donnent l'apparence d'une véritable probité et d'une doctrine sans tache, qui allèche les imprudents amateurs de conciliation et qui trompe les gens honnêtes, lesquels sauraient sans cela s'opposer fermement à une erreur déclarée. De la sorte, ils divisent les esprits, déchirent l'unité et affaiblissent les forces qu'il faudrait réunir pour les tourner toutes ensemble contre l'ennemi.

Toutefois, vous pourrez facilement éviter leurs embûches, si vous avez devant les yeux cet avis divin: *C'est par leurs fruits que vous les connaîtrez*: si vous observez qu'ils affichent leur dépit contre tout ce qui marque une obéissance prompte, entière, absolue aux décrets et aux avertissements de ce Saint Siège; qu'ils n'en parlent que dédaigneusement en l'appelant *curie romaine*; qu'ils accusent tous ses actes d'être imprudents ou inopportuns; qu'ils affectent d'appliquer le nom d'ultramontains et de jésuites aux fils de l'Eglise les plus zélés et plus obéissants; enfin que, pétris d'orgueil, ils se sentent plus sages que l'Eglise, à qui a été faite la promesse d'un secours divin spécial et éternel.

Pour vous, chers fils, souvenez-vous qu'au Souverain Pontife, qui est le vicaire de Dieu sur la terre, il appartient de décider ce qui regarde la foi, les mœurs et le gouvernement de l'Eglise, selon ce que Jésus-Christ a dit de lui-même: *Celui-là disperse qui ne recueille pas avec moi*. Faites donc consister votre sagesse dans une obéissance absolue et dans une libre et constante adhésion à cette chaire de Pierre. Car, animés ainsi du même esprit, vous serez parfaits dans le même sentiment et la même pensée, et vous affermirez cette unité qu'il faut opposer aux ennemis de l'Eglise. Par là, vous rendrez très-gréables à Dieu et très-utiles au prochain, les œuvres de charité que vous avez entreprises, et vous apporterez une véritable consolation à notre âme, douloureusement affligée des maux qui accablent l'Eglise.

A cette fin, Nous vous souhaitons le secours céleste et l'abondance des dons de la grâce d'en haut. Comme présage de ces grâces et comme gage de Notre bienveillance paternelle, Nous vous accordons, chers fils, du fond du cœur la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint Pierre, le 6 mars de l'année 1873, le vingt-septième de Notre Pontificat.

PIE IX, PAPE.

— Comme l'espace nous fait défaut aujourd'hui, en raison des importants documents qui précèdent, nous sommes forcé de n'accorder aux débats de la Chambre des Communes qu'une trop petite place.

La séance du 2 mai fut consacrée en partie à une discussion assez vive entre Sir John A. MacDonald d'un côté et quelques membres de l'opposition de l'autre, au sujet des retards que Son Excellence le Gouverneur-Général a mis à donner son assentiment au bill autorisant les comités à exa-

miner sous serment les témoins qui comparaissent devant eux. Puis le projet de loi relatif au pilotage fut présenté pour sa seconde lecture. Après des débats assez longs la motion fut retirée. C'est aussi dans cette séance que le bill concernant le divorce de John Robert Martin subit sa troisième lecture et fut accepté, malgré l'opposition de l'Hon. M. Langevin et de l'héroïque phalange catholique.

Le 3, les débats ont roulé presque en entier sur la loi de faillite. M. Holton a présenté une motion proposant que des stipulations soient faites, avant que le parlement s'ajourne, demandant la continuation de l'acte de faillite, jusqu'à la prochaine session. Cette motion fut adoptée sur une division de 74 contre 52.

Parmi les nombreuses questions adressées au Gouvernement dans la séance du 5 mai, nous devons faire une mention spéciale de celle de l'Hon. M. Ross (Champlain). Ce Monsieur a appelé l'attention du ministère sur les inondations désastreuses dont plusieurs parties du pays sont tous les ans le théâtre, et demanda au Gouvernement si c'était son intention de s'enquérir des causes de ces inondations et s'il désire prendre les moyens d'obvier à ces désastres. L'Hon. M. Langevin répondit que c'était l'intention du Gouvernement d'examiner cette importante question.

Dans cette même séance, l'Hon. M. Blake proposa que la Chambre se forme en comité général pour examiner certaines résolutions demandant qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté la priant d'adopter des mesures propres à assurer aux sujets anglais la libre navigation de la Rivière Columbia. Pendant la discussion, le Traité de Washington fut vivement attaqué; on prétendit que nos droits avaient été sacrifiés par les Commissaires, sans que la Législature provinciale eût été préalablement consultée. Le Gouvernement, a dit l'un des orateurs, n'a pas osé protester contre cet oubli de nos droits, par conséquent il mérite d'être censuré pour une telle conduite. La majorité des membres ne partagea pas l'opinion de l'Hon. orateur et aura sa confiance dans le gouvernement par un vote de 65 contre 90.

Dans la séance du 6, le président du comité chargé d'examiner les faits allégués par M. Huntington, concernant la concession du contrat du chemin de fer du Pacifique, présenta les résolutions suivantes fondées sur le rapport du comité: 1o Que le comité ait le droit de s'ajourner jusqu'au 2 juillet prochain pourvu que le parlement soit alors en session, et de s'assembler soit que la chambre siège ou non; 2o Que le dit comité ait la permission de siéger aux places et lieux qu'il jugera convenables. Après un long et vif débat, les résolutions furent adoptées par un vote de 107 contre 76, donnant au ministère une majorité de 31 voix.

Le fait le plus important de la séance du 7 a été la motion de M. Mills demandant que la Chambre examine une certaine résolution relative au mode actuel de constituer le Sénat. L'opposition émit l'opinion que le Sénat tel que constitué aujourd'hui, ne représente pas les opinions du pays et bien souvent entrave la marche de la Chambre basse, et trouve que si les Sénateurs ne sont pas entourés de plus de respect, cela doit être attribué au mode de constitution. Les ministériels disent, de leur côté, que le Sénat n'est pas obligé de représenter les opinions du peuple, que c'est un corps chargé d'empêcher les impiétements de la couronne sur les droits du peuple et réciproquement. Après une longue discussion, la motion de M. Mills est mise aux voix et perdue.